

CIRCULATION ► La voie qui doit désengorger le nord de Pau PAGE 3



© NICOLAS SABATHIER

TOP 14 ► La Section a un besoin urgent de se rassurer sur le terrain d'Agen SP. II-III



© JEAN-JACQUES THOUVENIN

SÉRIES TV
Quand La Verna devient la planète Mars

PAGES 2-3



© JEAN-PHILIPPE DONNET

PAU
Ecole Marca : la situation s'enlise

PAGE 8

ORTHEZ
Le cœur de ville jugé par les riverains

PAGE 19

Thèze : l'étonnante naissance de Léo sur la place du village

INSOLITE ► La maman n'a pas eu le temps d'arriver jusqu'à la maternité. P. 13

Retrouvez l'information immédiate sur larepubliquedespyrenees.fr



La Pastourelle
Résidence Locative Seniors

Vous réserve un accueil chaleureux dans une ambiance familiale

Studio ou F2 - Possibilité de séjour temporaire

Services optionnels : Restauration - Service de ménage - Service de lingerie

- Accueil de personnes valides et semi-valides
- Personnel 24h/24h • Animations quotidiennes

12, avenue de Lons - **BILLÈRE - PAU** - 05 59 72 17 17 - www.adouvie.com



Un accès encore inégal à l'IVG

Le nombre d'interruptions volontaires de grossesse est stable depuis 15 ans en France mais il y a encore des territoires où cet acte médical relève d'un parcours de combattante.

C'est un fait établi: «Une femme sur trois aura recours à un avortement au cours de sa vie», rappelle Véronique Séhrier, coprésidente du Planning familial. L'an dernier, 216.700 IVG ont été réalisées dans l'Hexagone, quasiment le même nombre qu'en 2001, quand le délai légal est passé de 10 à 12 semaines de grossesse. Mais 43 ans après la légalisation de

l'avortement, il y a encore selon Véronique Séhrier «des territoires en difficulté», où cet acte médical relève d'un parcours de combattante. Ainsi, dans la Sarthe, l'hôpital du Bailleur a dû interrompre son activité d'orthogénie en janvier, après que trois médecins ont fait valoir leur «clause de conscience», qui leur permet de refuser de faire des IVG. Après l'intervention du gouvernement, la reprise était prévue début octobre. Ce cas n'est pas isolé, mais «il est impossible d'avoir des chiffres sur la clause de conscience, car ils n'existent pas», déplore Anne-Marie Curat, présidente de l'Ordre des sages-femmes.

«C'est un équilibre précaire»

Quand ce n'est pas la réticence du praticien, c'est parfois son absence qui complique les choses. «C'est un équilibre précaire. Il suffit qu'un médecin prenne sa retraite ou parte en congé», constate Véronique Séhrier, sur la foi des 26.000 appels annuels au n° vert «aide avortement» (0.800.08.11.11) géré par le Planning familial. Elle évoque les cas récents des hôpitaux de Longjumeau (Essonne), Aubenas (Ardèche) et Fougères (Ille-et-Vilaine), qui ont dû réduire ou arrêter temporairement les IVG.

Le phénomène ne concerne pas que les villes moyennes. À Paris, l'hôpital Tenon peine à recruter un médecin titulaire pour son centre IVG, qui fonctionne grâce à des vacataires.



43 ans après la légalisation de l'avortement, cet «acte médical a toujours une connotation militante», notent des médecins.

Photo archives AFP

«Ca devrait être un acte médical comme un autre, mais force est de constater qu'il a toujours une connotation militante», observe Francis Pomey, gynécologue libéral installé dans le nord de la capitale. Depuis 2004, l'IVG médicamenteuse (jusqu'à la 7^e semaine de grossesse) a donc été progressivement autorisée aux médecins libéraux, aux centres de santé, aux centres de planification et d'éducation familiale (CEPF) et dernièrement aux sages-femmes. Elle représentait un tiers des avortements en 2001, contre deux tiers pour les actes chirurgicaux, une pro-

portion qui s'est inversée en 15 ans. La coprésidente du Planning familial pointe par ailleurs l'activisme des sites internet anti-IVG, «toujours très présents». Une loi votée début 2017, censée sanctionner la «désinformation» en ligne sur l'avortement, s'avère en pratique inefficace. Le discours de ces opposants trouve un relais chez certains gynécologues: dans un reportage diffusé début septembre sur TMC, le président du principal syndicat de cette profession, Bertrand de Rochambeau, justifiait sa «clause de conscience» par le refus de «retirer des vies».

ÉCONOMIE

La dette française frôle les 100% du PIB

La dette publique de la France a atteint 99% du PIB à la fin du 2^e trimestre à 2.299,8 milliards d'euros, après intégration de la dette de la SNCF dans les statistiques, décision appliquée de façon rétroactive à compter de 2016, a annoncé l'Insee hier. La dette calculée avec ce nouvel élément est en diminution de 0,3 point par rapport au 1^{er} trimestre. Si elle a diminué en pourcentage du PIB, elle a en revanche progressé de 5,2 milliards d'euros par rapport au trimestre précédent. Un niveau qui n'est supportable que si les taux d'intérêt restent bas, préviennent les économistes.

AFFAIRE BENALLA

Une nouvelle victime se constitue partie civile

L'ancien collaborateur de l'Élysée est accusé par une cinquième personne de l'avoir illégalement interpellé lors des débordements au Jardin des Plantes à l'issue de la manif du 1^{er} mai à Paris. Les faits sont intervenus quelques heures avant les échauffourées de la place de la Contrescarpe. Ils ont été révélés par une vidéo de Mediapart dans laquelle on voit clairement Alexandre Benalla et Vincent Craze empoigner Khélifa, 36 ans, qui hurle; celui-ci se verra prescrire par la suite une ITT de 4 jours. Khélifa sera auditionné en octobre prochain par les juges d'instruction, selon *Le Parisien*.



Capture d'écran

La clause de conscience dans le collimateur

Emmenés par Laurence Rossignol, ancienne ministre des Droits des femmes, les sénateurs socialistes ont déposé hier, journée mondiale pour le droit à l'avortement, une proposition de loi afin de supprimer la clause de conscience pour les professionnels de santé refusant de pratiquer l'IVG. Selon eux, «la clause de conscience est aujourd'hui le symbole d'un pouvoir médical qui s'arroge le droit de contester la loi et continue de se mobiliser pour contrôler le corps des femmes.» «Les professionnels de santé disposent déjà, dans le code de la déontologie, du droit de refuser de pratiquer des actes médicaux pour des raisons personnelles. La clause de conscience spécifique à l'IVG est un doublon dont la seule finalité est de culpabiliser et dissuader les femmes», affirme Laurence Rossignol.

TOUT ÉQUIPÉ,
TOUT INCLUS,
TOUT DE SUITE.⁽¹⁾

Renault TRAFIC GRAND CONFORT

À PARTIR DE

249 € HT / MOIS⁽²⁾

LLD SUR 48 MOIS/100.000 KM
1^{er} LOYER DE 2.852 € HT⁽³⁾
SOUS CONDITION DE REPRISE

AVEC
EASY
LOC^{Pro+}



1 LOYER OFFERT⁽³⁾

du 1^{er} au 10 octobre pendant

LES JOURS BOOSTER RENAULT PRO+

MODÈLE PRÉSENTÉ : RENAULT TRAFIC FG GRAND CONFORT L1H1 1000 DCI 120 AVEC PEINTURE MÉTALLISÉE, PACK EXTRA R-LINK, PACK VISIBILITÉ ET PORTE LATÉRALE GAUCHE COULISSANTE À 262 € HT/MOIS, APRÈS UN 1^{er} LOYER DE 2.933 € HT, SOUS CONDITION DE REPRISE.⁽⁴⁾

(1) Dans la limite des 1.800 Renault TRAFIC GRAND CONFORT en stock dans le réseau Renault. (2) Exemple de Location Longue Durée Maintenance sur 48 mois et 100.000 km pour un Trafic Fg Grand Confort L1H1 1000 DCI 120 neuf avec Pack Extra R-Link et Pack Visibilité, soit un premier loyer majoré de 2.851,97 € HT et 47 loyers de 248,99 € HT comprenant l'entretien, le remplacement de 6 pneumatiques tout temps, l'assistance au véhicule et aux personnes, la garantie Secure et le véhicule de remplacement option confort, selon barème et conditions contractuelles à disposition dans le réseau. Sous condition de reprise d'un véhicule de plus de 4 ans. Restitution du véhicule en fin de contrat avec paiement des frais de dépréciation du véhicule et des kilomètres supplémentaires. (3) Sous réserve de l'étude du dossier par Diac Location SA, société de location et intermédiaire d'assurances au capital de 29.240.988 €, siège social : 14 avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy-le-Grand Cedex - Siren 329 882 368 RCS Nanterre - N° Oras : 07 004 967 / www.renault.fr. Les pneumatiques, le véhicule de remplacement et la garantie Secure (Garantie Chiffre d'affaires) sont des prestations optionnelles. Assistance et véhicule de remplacement souscrits par Diac Location auprès d'Alia Assistance France Assurances, SA au capital de 24 099 560,20 € - société d'assistance régie par le code des assurances - SIREN 451 302 724 RCS Nanterre - 6 rue André Gide 92320 Châtillon, dont les opérations sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolution - 61 rue Taitbout 75009 Paris. Garantie Secure : assurance facultative souscrite par Diac Location auprès de RC Insurance Ltd, sis au Level 1, Mercury Tower, The Exchange Financial & Business Centre, Trig Elm Zammit, St. Julian's STJ 3155, Malte, compagnie d'assurance enregistrée au Registra des sociétés de Malte sous le numéro C45786 et autorisée à mener son activité par l'Autorité des services financiers de Malte, Notabile Road, Attard BKR 3000, Malte (MFSA). Offres valables du 01/10/2018 au 30/11/2018, non cumulables. Réservées aux entreprises (hors libéraux, administrations, clients sous protocoles nationaux ou régionaux), dans les points de vente participants, intermédiaires non exclusifs. (4) Pour tout contrat de LLD signé dans le cadre de cette offre, du 1^{er} au 10/10/2018, remboursement par chèque d'un loyer non majoré dans la limite de 249 €, dans les 3 mois au plus tard de la livraison du véhicule et pour une livraison intervenant avant le 31/12/2018. * Easy Loc Pro+ est une marque désignant une offre de Location Longue Durée Diac Location.

Renault partenaire eif

renault.fr